

**Point de presse du porte-parole
adjoint - Union
européenne/Téléphonie
mobile/Entrée en vigueur de la
suppression des frais
d'itinérance/Déclaration de Mme
Marielle de Sarnez - Médias/Décès
du journaliste Hervé Ghesquière -
Union européenne/Réfugiés - Union
européenne/Hongrie - Libye - Syrie
- Ukraine - Russie
(Paris, 15 juin 2017)**

Au point de presse de ce jour, le porte-parole adjoint a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Union européenne - Téléphonie mobile - Entrée en vigueur de la suppression des frais d'itinérance (15 juin 2017) - Déclaration de Mme Marielle de Sarnez

Je salue l'entrée en vigueur, aujourd'hui, de la suppression des frais d'itinérance pour la téléphonie mobile au sein des 28 pays de l'Union européenne. Alors que les vacances scolaires d'été approchent, c'est une mesure simple et concrète qui devrait alléger la facture de téléphone de chaque Français en moyenne de plusieurs dizaines d'euros par an.

Plusieurs années de négociations ont été nécessaires pour parvenir à ce résultat qui illustre bien ce que doit être l'Europe : un projet au service des citoyens, qui facilite la vie quotidienne des Européens.

2 - Médias - Décès du journaliste Hervé Ghesquière (14 juin 2017)

Nous souhaitons rendre hommage au journaliste Hervé Ghesquière, grand reporter de France Télévisions, qui nous a quittés le 14 juin.

Nous présentons nos condoléances à ses proches ainsi qu'à la rédaction de France Télévisions.

Animé par la passion de son métier, otage en Afghanistan, Hervé Ghesquière a voyagé à travers le monde entier et couvert avec courage et professionnalisme les zones de conflit. Il était un défenseur inlassable de la liberté de la presse.

3 - Union européenne - Réfugiés

Q - Suite à l'accord UE de 2015, la France avait promis d'accueillir 30.000 réfugiés. Dans le cadre de cet accord combien en avez-vous accueilli ?

R - Deux types de mesures ont été adoptés par l'Union européenne :

- la «relocalisation» d'urgence de «personnes en besoin manifeste de protection» se trouvant sur le territoire européen, et généralement arrivés par l'Italie et la Grèce ;

- la «réinstallation» dans les États membres de réfugiés se trouvant dans des pays tiers (Turquie, Liban, Jordanie, Irak).

Après une première mesure de «réinstallation» de 22.000 réfugiés prise par le conseil «justice et affaires intérieures» du 20 juillet 2015, deux décisions établissant des mécanismes de «relocalisation» d'urgence pour 160.000 personnes arrivées en Italie et en Grèce ont été adoptées les 14 et 22 septembre 2015.

S'agissant de la mise en oeuvre de ces décisions, le suivi actualisé est disponible sur le site de la Commission européenne :

http://europa.eu/rapid/press-release_IP-17-1587_fr.htm

4 - Union européenne - Hongrie

Q - N'êtes-vous pas perturbé suite à l'adoption en Hongrie de la loi pour renforcer le contrôle gouvernemental sur les organisations non gouvernementales (ONG) bénéficiant de fonds étrangers ?

R - Le parlement hongrois a adopté hier une loi sur «la transparence des organisations soutenues par l'étranger», qui doit encore être promulguée pour entrer en vigueur.

Après un avis de la commission de Venise du conseil de l'Europe qui a été partiellement pris en compte, la Commission européenne a indiqué hier qu'elle étudiait la conformité de cette législation au regard du droit européen.

Dans ce contexte, la France rappelle son attachement par les États membres au respect des valeurs communes inscrites dans les traités européens.

5 - Libye

Q - Quel était l'objet de la visite de la délégation française à Tripoli hier ?

R - Il relève des fonctions de notre ambassadrice pour la Libye, actuellement basée à Tunis, d'effectuer des missions régulières sur le territoire libyen pour dialoguer avec les principaux acteurs politiques.

6 - Syrie

Q - Vous avez reçu une délégation du SAMS hier, avez-vous engagé de l'aide pour ce groupe qui travaille notamment dans la région d'Idlib ?

R - L'aide médicale d'urgence et la santé sont des priorités de l'action de la France auprès des civils en Syrie, où 13 millions de personnes ont besoin de soins médicaux.

Nous finançons notamment depuis 2013 l'Union de soins et de secours médicaux (UOSSM), ONG qui soutient plus de 120 hôpitaux et plus de 200 centres de santé. L'organisation SAMS (Syrian American Medical Society) est un interlocuteur de la France, notamment dans le cadre du plaidoyer pour la protection des personnels et des infrastructures de santé.

Les attaques ciblant délibérément les centres de santé et leur personnel sont contraires au droit international, et notamment à la résolution 2286 du conseil de sécurité des Nations unies, dont la France a été l'initiatrice et qui exige la protection des installations et personnels médicaux dans les conflits.

La France souligne l'urgence d'une cessation des hostilités effective et de la mise en oeuvre d'un accès sûr, immédiat et sans entrave à l'aide humanitaire à toutes les personnes qui en ont besoin en Syrie.

7 - Ukraine

Q - Êtes-vous inquiet de la position du Secrétaire d'État américain qui a hier déclaré que la communauté internationale ne devrait pas être menottée par les accords de Minsk et qu'il y avait peut-être un autre cadre pour trouver un accord en Ukraine ?

R - Les accords de Minsk engagent ceux qui les ont signés, au premier chef l'Ukraine et la Russie.

Dans le cadre des efforts de médiation en format Normandie, la France et l'Allemagne sont attachées à la poursuite de la coopération avec les États-Unis. Nous avons besoin d'efforts conjoints pour avancer vers un objectif commun : la résolution pacifique et durable du conflit en Ukraine.

8 - Russie

Q - Selon la diplomatie russe, M. Jean-Yves Le Drian se rendra à Moscou le 20 juin pour la rencontre avec son homologue Sergueï Lavrov. Pourriez-vous confirmer cette information ? Quel est l'objet de cette visite ?

R - À la suite de la rencontre du président de la République avec son homologue russe à Versailles le 29 mai, M. Jean-Yves Le Drian se rendra à Moscou le 20 juin pour faire le point sur la coopération bilatérale et les principaux dossiers internationaux./.